



Le Mali est un vaste pays enclavé (1 294 190 km²) peuplé de 11 millions d'habitants, dont 70 % vivent en zone rurale. Une large partie du territoire national étant soumise à un climat désertique ou semi-désertique, la population est fortement concentrée dans la partie méridionale du pays (58 % de la population sur 8 % du territoire). Le taux de croissance démographique demeure élevé (3,1 %) et se traduit par une forte proportion des jeunes dans l'effectif total (près de 50 % de la population a moins de 15 ans).

OR BLANC ET OR JAUNE

L'agriculture et l'élevage constituent les piliers de l'économie malienne, contribuant à la formation de près de la moitié du PIB. Plus de 85 % des exportations reposent sur deux produits : le coton et l'or. L'élevage arrive désormais en troisième position avec des exportations destinées aux marchés régionaux, en particulier les pays côtiers du golfe de Guinée. Le déficit structurel de la balance commerciale est partiellement compensé par les transferts de capitaux effectués par les nombreux émigrés maliens installés en Europe.

Le Mali occupe la 164^e place dans le classement international réalisé par le PNUD à partir de l'indice de développement humain (IDH-2002). Celui-ci traduit le niveau préoccupant de la plupart des indicateurs sociaux : espérance de vie (51 ans), taux de mortalité infantile (142 ‰), taux brut de scolarisation primaire (22 % pour les filles et 34 % pour les garçons). Chaque habitant dispose en 1999 d'un PIB équivalent à 247 dollars. Le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté nationale est estimé à 69 % pour la période 1990-1998.

ÉQUILIBRE CÉRÉALIER ET FORTE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La situation nutritionnelle est caractérisée par des niveaux élevés de malnutrition protéino-énergétique et de carences en vitamine A, en fer et en iode. Une enquête nationale réalisée en 1995-96 a mis en évidence que 30 % des enfants de moins de trois ans accusent un retard de croissance et 40 % présentent une insuffisance pondérale.

L'agriculture est marquée par la coexistence de deux grands systèmes de cultures :

- les cultures pluviales, essentiellement orientées vers le mil et le sorgho, auxquels sont associés, du centre vers le sud du pays, l'arachide, le maïs et le coton ;
- les cultures irriguées, localisées dans la vallée du fleuve Niger et dans celles des autres cours d'eau importants. Elles sont constituées essentiellement de riz et de cultures maraîchères. Les

superficies irriguées ont connu une progression remarquable au cours de la décennie 1990, passant de 138 000 à 234 000 ha. L'élevage est de type pastoral dans la partie septentrionale du pays et plus ou moins sédentaire dans le Centre et le Sud.

Au cours des dix dernières années, la production totale de céréales a augmenté sensiblement au même rythme que la population et celle de riz a progressé plus rapidement. Le Mali achète du riz et du blé sur les marchés mondiaux et exporte des céréales sèches (mil, maïs, sorgho) sur le marché régional. En 1999/2000, ces exportations régionales ont représenté 35 000 tonnes. Bien que les céréales continuent de représenter la base de l'alimentation des Maliens, on observe une diversification de la ration alimentaire dans laquelle les tubercules occupent une place croissante.

VERS UNE INSERTION ÉCONOMIQUE DES PAUVRES

En mai 2000, le Gouvernement du Mali a adopté le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), qui devient le cadre unique de ses politiques et stratégies à moyen terme. « Si des actions de redistribution et des filets de protection sociale sont nécessaires à court terme pour réduire l'impact de la pauvreté, il s'agit avant tout d'inscrire les actions dans des stratégies de moyen et long termes qui mettent les pauvres en mesure d'être les acteurs de leur propre promotion économique et sociale » (extrait du CSLP). La stratégie nationale de sécurité alimentaire élaborée en juillet 2002 (cf. page suivante) s'inscrit résolument dans cette perspective. Elle s'appuie également sur les orientations et principes d'action définis par le schéma directeur de développement rural (SDDR), adopté en 1992 et actualisé en 2000. Le SDDR poursuit quatre objectifs principaux : (i) augmenter la contribution du secteur rural à la croissance économique du pays ; (ii) renforcer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires ; (iii) améliorer les revenus et les conditions de vie des populations rurales ; (iv) protéger l'environnement et assurer une meilleure gestion des ressources naturelles.





La « stratégie nationale de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté », élaborée en juillet 2002 par le Gouvernement du Mali, repose sur un ensemble de dix principes directeurs : la différenciation des réponses, des priorités et des instruments d'intervention ; la recherche des échelles territoriales pertinentes d'intervention et de coordination des actions ; l'effectivité des conditions de la libre administration et de la bonne gouvernance ; la restitution du pouvoir d'initiative et de décision aux acteurs ; la concertation permanente multi-acteurs et inter-institutionnelle ; la légitimité et l'objectivité dans les prises de décision ; l'adaptation des fonctions régaliennes de l'État ; le développement des capacités de gestion des collectivités locales ; la cohérence des actions et des stratégies des acteurs ; la coordination des actions de l'État et des partenaires au développement.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE, DIVERSIFIÉE, DURABLE ET RÉGIONALEMENT INTÉGRÉE

Les autorités maliennes ont fait de l'accroissement des disponibilités alimentaires nationales un objectif majeur de la sécurité alimentaire. Cet objectif sera poursuivi à travers l'obtention des principaux résultats suivants : l'optimisation de la gestion des ressources naturelles, dans le cadre de systèmes de production agricoles et agro-pastoraux durables ; l'adaptation de l'agriculture malienne à l'augmentation et à la diversification de la demande alimentaire ; l'augmentation, sur des bases durables, de la production halieutique.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT, LA FLUIDIFICATION ET L'INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE DES MARCHÉS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES

L'ouverture aux marchés régionaux constitue une bonne opportunité pour le Mali de valoriser son important potentiel agricole. Cet objectif sera poursuivi sur la base d'une intervention limitée de l'État. C'est donc principalement sur les opérateurs privés que reposera l'amélioration du fonctionnement des marchés afin de favoriser les investissements dans les filières agro-alimentaires, réduire les coûts de transaction, diminuer les prix aux consommateurs et renforcer la compétitivité des denrées maliennes.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

AMÉLIORER DURABLEMENT LES CONDITIONS D'ACCÈS DES GROUPES ET ZONES VULNÉRABLES À L'ALIMENTATION ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Au-delà des réformes macro-économiques destinées à créer un cadre propice à la croissance, l'État malien entend placer au cœur de son agenda l'amélioration des revenus des populations pauvres et une distribution plus équitable des fruits de la croissance. C'est dans cette perspective que s'inscrivent plusieurs programmes, en particulier le Projet d'appui aux initiatives de base dans la lutte contre la pauvreté (PAIB) et le Programme national d'ac-

tion pour l'emploi en vue de réduire la pauvreté (PNAERP). Ces programmes visent principalement l'amélioration des conditions des communautés rurales et le renforcement du partenariat entre le gouvernement, les communautés bénéficiaires et les organisations de la société civile dans les actions de lutte contre la pauvreté.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

AMÉLIORER LES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CRISES CONJONCTURELLES, EN COHÉRENCE AVEC LA CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE STRUCTURELLE

La diversification des facteurs de risque alimentaire et l'émergence de nouveaux concepts et méthodes d'analyse liés aux notions de développement humain et de pauvreté impliquent une évolution des dispositifs de prévention et gestion des crises alimentaires. Ce quatrième objectif sera poursuivi en : (i) renforçant la coordination des systèmes d'information ; (ii) harmonisant les analyses sur la vulnérabilité, les systèmes de vie et de survie des ménages ; (iii) orientant davantage les actions d'urgence vers les potentialités de sortie de crise ; (iv) améliorant la connaissance et l'utilisation des excédents alimentaires disponibles.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS ET PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire ne peut être atteinte que si l'implication de tous les acteurs de la société civile (organisations professionnelles, chefs d'entreprises, élus des collectivités locales...) est effective. À cet effet, ce dernier axe de la stratégie recherchera l'obtention des résultats suivants : le renforcement des capacités des collectivités locales ; une plus forte implication des organisations paysannes dans la définition des stratégies de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté ; une meilleure maîtrise des contraintes démographiques ; la mise en œuvre d'actions régionales de formation et d'échanges d'expériences ; l'harmonisation des politiques de développement du secteur agricole.

